



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 30 mars 2026

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AVRESNE (SARL DE L')**  
La Petite Moncouaillère  
ST MACAIRE EN MAUGES  
49450 SÈVREMOINE

Références : 2026\_03\_03b Rapport Inspection SARL DE L'AVRESNE

Code AIOT : 0054901969

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement AVRESNE (SARL DE L') implanté La Petite Moncouaillère - ST MACAIRE EN MAUGES - 49450 SÈVREMOINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AVRESNE (SARL DE L')
- La Petite Moncouaillère - ST MACAIRE EN MAUGES - 49450 SÈVREMOINE
- Code AIOT : 0054901969
- Régime : Autorisation.

Installation de granulation et de compostage.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Description des activités principales	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 1.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
2	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 1.1.7	Demande d'action corrective	0 mois
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conditions de collecte et réception	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Déroulement du compostage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Conformité du compost	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.1	Demande d'action corrective	0 mois
15	Contrôle de l'accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.6.3	Demande d'action corrective	3 mois
17	Contrôles périodiques des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
19	Gestion des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
20	Ouvrages de gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
21	Valeurs limites de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	rejet des eaux pluviales	20/11/2023, article 4.2.6		
23	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
27	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
28	Moyens d'intervention et ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.5.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Nature des matières entrantes	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.1	Sans objet
5	Information préalable sur les matières à traiter	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.2	Sans objet
6	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.3	Sans objet
9	Entreposage des composts	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.2	Sans objet
10	Gestion par lots	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.3	Sans objet
12	Matière intermédiaire	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.2	Sans objet
13	Registre des sorties	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.3	Sans objet
14	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.6.1	Sans objet
16	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.9	Sans objet
18	Origine des approvisionnements eau	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.1.1	Sans objet
22	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 6.4	Sans objet
24	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.2.6	Sans objet
25	Programme de maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.3.2	Sans objet
26	Permis d'intervention ou Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du préfet, les différentes modifications apportées à l'installation ;
- Respecter les capacités maximales autorisées de l'installation ;
- Respecter les critères définissant les normes NF U44-051 et NF U42-001 ;
- Remettre en conformité les différentes anomalies constatées lors du contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Description des activités principales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 1.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Portée de l'autorisation et conditions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'activité principale est une unité de compostage et de granulation avec production de composts normés, de composts non-normés à destination de plates-formes de compostage tierces, de granulés normés, et de mélanges NFU. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants :

- des bâtiments couverts de réception des matières premières,
- des aires de réception couvertes pour le stockage des fientes de la société MERIAU,
- un bâtiment de compostage couvert composé de couloirs avec ventilation forcée et de zones de maturation,
- une unité de séchage composée d'une chaudière biomasse d'une puissance de 900 kW et d'un séchoir à bande basse température,
- une unité de mélange des matières couverte,
- une unité de granulation et d'ensachage couverte,
- des bâtiments couverts de stockage des produits finis (vrac et big bag), dont la création de deux bâtiments de 1 725 m<sup>2</sup> et 1 200 m<sup>2</sup>,
- une poche à incendie de 120 m<sup>3</sup> complétée par un plan d'eau de 1 080 m<sup>3</sup> minimum en tout temps accessible au service de secours,
- un bureau et des sanitaires,
- un pont bascule,
- un atelier de stockage matériel,
- un bassin tampon de sédimentation de 1 176 m<sup>3</sup> pour la gestion des eaux pluviales,
- une noue plantée de 1 704 m<sup>3</sup> pour la gestion des eaux pluviales, dimensionnée pour le confinement des eaux d'extinction.

Les horaires d'ouverture du site sont de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi, et ponctuellement le samedi. Néanmoins pour certains flux, les livraisons ou départs de camions peuvent s'étendre sur la plage horaire de 7h00 à 22h00.

#### **Constats :**

Suite à la prise de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, il a été constaté le jour du contrôle, la non mise en œuvre de certains équipements, ainsi que des modifications apportées à l'installation, notamment :

- les couvertures des aires de réception pour le stockage des fientes de la société MERIAU n'ont pas été mises en place ;
- l'arrêt depuis 2 ans de l'unité de séchage composée d'une chaudière biomasse et d'un séchoir à basse température ;
- la couverture de l'unité de mélange des matières destinées à l'activité compostage n'a pas été mise en place ;
- la mise en place d'un seul des 2 bâtiments couverts prévus pour le stockage des produits finis (vrac et big bag) ;
- le bassin de tampon de sédimentation et la noue végétalisée pour la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction n'ont pas été mises en place.

Selon les propos de l'exploitant, l'installation SARL DE L'AVRESNE traversant actuellement une période difficile, les travaux concernant la couverture des aires de réception pour le stockage des fientes de la société MERIAU, ainsi que la mise en place du bassin de tampon de sédimentation et de la noue végétalisée pour la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction, seront réalisés au printemps 2026. Dans ce sens, l'exploitant nous a présenté le jour du contrôle, un devis signé et daté du 15/11/2024 avec la société SARL CHENI TP, société en charge des travaux relatifs à la mise en place des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

#### **Les justificatifs de remise en conformité des équipements devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).**

Concernant les autres équipements non mis en œuvre, l'installation SARL DE L'AVRESNE étant en cours de restructuration, les travaux concernant la couverture de l'unité de mélange des matières destinées à l'activité compostage, ainsi que la mise en place du 2ème bâtiment couvert pour le stockage des produits finis (vrac et big bag), sont en situation d'attente actuellement.

Il est à noter également que dans le cadre de la restructuration, une réaffectation de certaines zones définies dans le dossier d'autorisation a été réalisée.

#### **Aussi, il conviendra de porter à la connaissance du préfet, une actualisation du plan de masse prenant en compte ces différentes réaffectations.**

De plus, les horaires d'ouverture n'étant pas indiquées à l'entrée de l'installation, il conviendra comme vu avec l'exploitant lors du contrôle, de compléter le plan des risques situé à l'entrée, avec ces horaires



<b>Les justificatifs devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b> doublon ?
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Capacités de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 1.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Portée de l'autorisation et conditions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est autorisée à traiter au maximum 41 245 T de déchets organiques et autres matières NFU par an en entrées sur site, réparties entre l'activité compostage (27 340 T /an) et l'activité granulation (13 905 T /an). La liste des déchets susceptibles d'être accueillis sur le site est repris en annexe I.</p> <p>L'installation relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2170 (Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781) pour une capacité maximale de 35 777 T /an, soit 192 T /j en capacité maximale.</p> <p>L'installation relève également du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2780 (Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale) pour une capacité maximale de 27 340 T /an, soit une production moyenne journalière de 74,9 T /j.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté un bilan des entrées de matières premières pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025. Le tonnage total indiqué sur le document est de 42 685,83 T réparties entre l'activité compostage (30 654,76 T) et l'activité granulation (12 031,07 T).</p> <p>La capacité maximale autorisée a augmenté de 3,49 % par rapport à la capacité validée dans l'arrêté préfectoral susvisé. De plus, au regard de la capacité journalière relative à la rubrique 2780 (Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale), la capacité de matières traitées a augmenté d'environ 9 T /jour, soit une augmentation d'environ 12 %.</p> <p>Selon les propos de l'exploitant, ce dépassement est dû à la restructuration actuelle de l'installation SARL DE L'AVRESNE. Pour l'année 2026, les volumes de matières entrantes respecteront les capacités maximales autorisées de l'installation selon les engagements de l'exploitant.</p>
<b>Je vous rappelle qu'en tout temps ces capacités doivent être respectées et qu'en cas d'augmentations significatives, celles-ci doivent être portées à la connaissance du préfet.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 mois

## N° 3 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>La haie située au nord des installations en bordure du chemin rural, protégée et identifiée au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, est conservée dans le cadre du projet. Il en est de même pour le chemin rural classé liaison douce à conserver dans le plan graphique du PLU de la commune de SEVREMOINE.</p> <p>Une haie contenant des essences locales diversifiées conformément à l'annexe 5 du PLU de la commune de SEVREMOINE, est implantée à l'est des installations afin de diminuer l'impact visuel depuis le lieu-dit "Les Haies".</p> <p>L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de</p>

<p>rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence d'implantation d'une haie contenant des essences locales diversifiées à l'est des installations, conformément à l'annexe 5 du PLU de la commune de SEVREMOINE.</p> <p>Selon les propos de l'exploitant, l'installation SARL DE L'AVRESNE traversant actuellement une période difficile, l'implantation de la haie sera réalisée au printemps 2026 dans la continuité de la mise en place du bassin de tampon de sédimentation et de la noue végétalisée pour la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction.</p> <p><b>Les justificatifs d'implantation de la haie devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b></p> <p>Concernant les mesures prises pour lutter contre les rongeurs et les insectes, l'exploitant a présenté le jour du contrôle, le dernier passage de la société de dératisation Place Net 79 en date du 09/12/2025 (interventions tous les 2 mois), ainsi que la facture de l'insecticide employé et mise en œuvre par l'exploitant lui-même.</p> <p>Le site est propre et bien entretenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Nature des matières entrantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et les matières entrantes admissibles sur le site sont les suivantes (cf. liste des déchets admissibles en annexe I) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières premières d'origine agricole : fientes et fumiers de volailles, fumiers de bovins et d'équins ;</li> <li>- Déchets de méthanisation : digestat solide de méthanisation agricole ;</li> <li>- Déchets issus d'industrie agroalimentaire : coquilles d'œuf, œufs, anciennes denrées alimentaires ;</li> <li>- Déchets de cuisine et de table issus des collectivités et des restaurants ;</li> <li>- Boues de station d'épuration et matières de vidanges issues des collectivités et de l'industrie agroalimentaire ;</li> <li>- Déchets verts et matières végétales broyés issus des collectivités et des paysagistes ;</li> <li>- Sous-produits animaux hygiénisés et transformés (poudre d'os, farine de plume, farine de sang, farine de viandes, soies de porcs, protéines animales transformées etc) ;</li> <li>- Fientes de volailles déshydratées issues d'industries d'engrais et d'amendements ;</li> <li>- Amendements, supports de culture stables et engrais minéraux issus d'industries d'engrais et d'amendements.</li> </ul> <p>Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.</p> <p>Certains déchets et certaines matières, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes, doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation doit disposer en quantité suffisante.</p> <p>L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;</li> <li>- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 ;</li> <li>- bois termités ;</li> <li>- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;</li> </ul>

<p>- déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la liste des natures de déchets et de matières que l'exploitant est autorisé à admettre dans son installation de compostage / granulation.</p> <p>Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation, susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le registre d'entrées des matières premières, mois par mois, pour la période du 01/01/2025 au 31/05/2025. Les matières premières mentionnées dans la colonne "PRODUITS" sont conformes aux matières entrantes admissibles listées dans l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Information préalable sur les matières à traiter

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets et des matières admissibles. Avant la première admission d'un déchet ou d'une matière dans son installation, et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur des déchets ou des matières, ou à la collectivité en charge de la collecte, une information préalable sur la nature et l'origine des déchets ou des matières, et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description du procédé conduisant à la production de boues ;</li> <li>- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;</li> <li>- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;</li> <li>- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté un exemple de contrat de reprise d'effluents d'élevage signé avec les exploitations sous contrat avec la SARL DE L'AVRESNE, permettant ainsi de justifier le respect du cahier des charges mentionné dans l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Concernant les autres matières NFU, celles-ci portent les indications de marquage obligatoire permettant de justifier le respect des normes NFU.</p> <p>Pour ce qui est des autres matières premières, des contrats définissant la qualité des matières admissibles ont été signés entre les prestataires et la SARL DE L'AVRESNE.</p> <p>Il est à noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, la SARL DE L'AVRESNE a décidé d'arrêter le compostage de boues issues de station d'épuration et de matières de vidanges, matières premières utilisées pour produire du compost sous la norme NF U44-095. Il en est de même concernant le compost non mûré à destination des champignonnières. Néanmoins, l'exploitation souhaite garder l'autorisation de remettre en production des composts NF U44-095 en cas d'évolution du marché.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Registre d'admission

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.3</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chaque admission de déchets et de matières donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable établi par le producteur des déchets ou des matières, ou la collectivité en charge de la collecte. Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission, et d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>Un contrôle de non-radioactivité est réalisé sur les boues de station d'épuration et les matières de vidanges issues des collectivités et de l'industrie agroalimentaire. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne a minima lieu à un enregistrement de :  - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;  - l'identité du producteur des déchets ou des matières, ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;  - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;  - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature européenne des déchets ;  - la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.</p> <p>À terme, l'exploitant met en place un registre des déchets conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé à l'article 1.3.1.</p> <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets ou des matières refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets ou de ces matières.</p> <p>Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.</p> <p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le registre d'entrées des matières premières, mois par mois, pour la période du 01/01/2025 au 31/05/2025. Chaque admission de matières premières donne lieu à un enregistrement dont les éléments renseignés sur la base informatique de la SARL DE L'AVRESNE, respectent l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Il est à noter que l'installation est équipée d'un pont bascule, dont le dernier contrôle métrologique a été réalisé le 10/09/2025 pour la société AD PRO ADEMI. L'équipement est vérifié annuellement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Conditions de collecte et réception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le transport des déchets et des matières est réalisé par des camions bennes pour les intrants solides, bâchées si nécessaire pour les matières susceptibles de générer des nuisances olfactives, des poussières ou envol, et par des camions citernes pour les intrants liquides. En cas de problématique sanitaire, le bâchage doit être mis en place pour le transport local à proximité de l'installation.</p> <p>L'ensemble des déchets et des matières est stocké sous bâtiment dès leur réception sur le site, et toutes les aires ou équipements dédiés sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p>

L'entreposage des déchets et des matières entrantes doit se faire de manière séparée de celui des composts et des granulés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet.
Le flux de matières premières réceptionné par l'installation est compatible avec les capacités de stockage du site pour ces matières, de façon à ne pas générer de pollution ou de nuisances pour le voisinage.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté un stockage de fientes à proximité immédiate et en contact avec un lot de compost en cours de maturation. Dans ce sens, étant donné que l'entreposage des matières premières entrantes doit se faire de manière séparée de celui des produits finis, une réflexion de votre part doit être envisagée pour mettre en place une séparation physique.
<b>Les justificatifs de la mise en place de cette séparation devront être transmis au service d'inspection (factures, photos, etc.).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Déroulement du compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière après mélange, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions suivantes :  Compostage avec aération par retournements : 3 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 3 retournements espacés d'au moins 3 jours ; 55° C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.  Compostage en aération forcée : 2 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50° C pendant 24 heures) ; 55° C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.  La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur, par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 m, à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.  Lorsque la ventilation du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain, la température enregistrée est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.  Outre les conditions minimales ci-dessus, le compostage des sous-produits animaux doit également respecter les exigences définies par le règlement (CE) n° 1069/2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.  Sur la base d'une étude justifiant une performance équivalente en termes de prévention des nuisances et des risques et de qualité du compostage, des méthodes alternatives pourront être acceptées. La méthodologie présentée dans le dossier de l'étude d'impact ayant permis la délivrance de l'autorisation est acceptée.  Pour les sous-produits animaux, toute méthode alternative prévue par le règlement (CE) n° 1069/2009 ou les règlements ou décisions de la Commission européenne pris pour son application peut être utilisée.  Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

<p>À l'issue de la phase aérobie, le compost est dirigé vers la zone de maturation.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.</p> <p>La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à trois mètres. La hauteur peut être portée à cinq mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le procédé de compostage constaté le jour du contrôle correspond à la méthodologie alternative présentée et validée dans le cadre de l'instruction du dossier ayant permis la délivrance de l'autorisation.</p> <p>Concernant la mesure des températures, celle-ci est réalisée en continu pour chaque lot, par l'intermédiaire de 2 sondes situées à des profondeurs différentes. Il est à noter que les sondes utilisées sont en location auprès de la société QUANTURI.</p> <p>Par courriel du 9/03/2026, la SARL DE L'AVRESNE a transmis au service d'inspection, un courrier de la société QUANTURI relatif à l'utilisation des sondes. D'après le document, les sondes sans fil utilisent des capteurs numériques qui ne nécessitent aucun étalonnage sur le terrain, mais uniquement un étalonnage en usine. En cas de défaillance du capteur de température, étant donné que les données de température ne peuvent plus être lues, la sonde défaillante est remplacée par un nouvel équipement.</p> <p>De plus, lors du contrôle, il a été constaté que la validation du procédé de compostage se basait uniquement sur un couple T° C/temps moyen pour chaque lot et non pas, sur le couple T° C/temps relevé sur chaque sonde. Dans ce sens, il a été constaté pour certains composts mis en maturation, un non respect du couple T° C/temps sur au moins une des 2 sondes.</p> <p><b>Je vous rappelle que pour respecter votre procédé de compostage, le couple T° C/temps pour chaque sonde disposée, doit être conforme au couple T° C/temps validé dans l'arrêté préfectoral susvisé. Dans ce sens, il conviendra de mettre en place un registre permettant de relever ces anomalies de procédé avec les actions correctives mises en place pour y remédier.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Entreposage des composts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.</p> <p>La capacité d'entreposage des composts finis dont dispose l'installation est de 10 000 m<sup>3</sup> pour les composts "Avresne" et les composts "Boues".</p> <p>Cette capacité, incluant le cas échéant celle dont il peut disposer sur un autre site, est suffisante pour pouvoir faire face à l'irrégularité des quantités utilisées ou vendues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il n'a pas été constaté de stockage de composts finis en dehors des aires de stockage prévues à cet effet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Gestion par lots

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.4.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol (compost mis sur le marché ou épandu, matière intermédiaire telle que définie à l'article 2.a de l'arrêté du 20 avril 2012 modifié susvisé) instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier de demande d'autorisation l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.</p> <p>Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;</li> <li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe de l'arrêté du 20 avril 2012 susvisé ;</li> <li>- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ;</li> <li>- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ;</li> <li>- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.</li> </ul> <p>Les mesures de température sont réalisées conformément aux dispositions de l'article 2.4.1 La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.</p> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p> <p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, il a été constaté que pour chaque lot (1 lot correspond à 2 mois de fabrication), un suivi informatique est réalisé via l'application logicielle QUANTURI qui permet de vérifier la nature et l'origine des matières premières qui constituent le lot, de mesurer la température, d'identifier les périodes d'aération, ainsi que de connaître la durée de la phase de fermentation en indiquant la date d'entrée et la date de sortie du lot composté. Concernant la phase de maturation, celle-ci est indiquée dans le tableau d'enregistrement des lots de compost.</p> <p>À tout moment, l'exploitant est en mesure d'éditer un rapport de suivi pour chaque lot produit reprenant les informations mentionnées ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Conformité du compost

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime et des articles L.214-1 et L.214-2 du Code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.</p> <p>Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les différentes analyses qui ont été réalisées pour l'année 2025 afin de respecter les normes NF U44-051 et NF U42-001.</p>

Au regard du tonnage actuel de l'installation, le tableau des fréquences d'analyses présenté par l'exploitant le jour du contrôle, pour les normes NF U44-051 et NF U42-001, est conforme pour les types d'analyses suivants :

- **NFU 44-051** : Agronomie 4 /an, Fractionnement biochimique 1 /an, Minéralisation potentielle 1 /an, E.T.M. 4 /an, Inertes et impuretés 3 /an et C.T.O. 2 /an. **Néanmoins, concernant les critères microbiologiques, ce ne sont pas 5 analyses par an qu'il faut réaliser, mais bel et bien 4 analyses comme indiqué dans la norme NF U44-051. Pour les analyses qui seront réalisées pour démontrer le respect des exigences sanitaires (respect de l'agrément sanitaire délivré au titre du règlement 1069/2009) il est rappelé que le nombre d'échantillons à tester est de 5 par analyse, afin de répondre à la réglementation sous-produits en vigueur.**
- **NFU 42-001** : Agronomie 4 /an, E.T.M. 2 /an, Pathogènes 2 /an et C.T.O. 0 /an. **Néanmoins, concernant les pathogènes, les 2 analyses par an devront être réalisées avec un nombre d'échantillons à tester de l'ordre de 5 par analyse, afin de répondre à la réglementation sous-produits en vigueur.**

Je vous rappelle qu'en cas de nouveau produit ou de nouvel engrais, les analyses mentionnées à l'Annexe A de la norme NFU 44-051 et à l'article 6.6.1 de la norme NF U42-001, devront être respectées.

Ainsi, au regard des différentes analyses réalisées pour l'année 2025 et présentées le jour du contrôle, il manque 1 analyse en critères microbiologiques, 2 analyses E.T.M, ainsi que 2 analyses Inertes et impuretés pour la norme NF U44-051. Concernant la norme NF U42-001, aucune analyse n'a été présentée le jour du contrôle concernant les types d'analyses suivants : Agronomie, E.T.M. et C.T.O.

Rappel des fréquences minimales annuelles des analyses par paramètres et par normes

Fréquence analyse/paramètre	NFU 44-051	Constats lors du contrôle	NFU 42-001	Constats lors du contrôle
Agronomie	4 /an	6 analyses en 2025	4 /an	0 analyse en 2025
Fractionnement biochimique	1 /an	2 analyses en 2025	/	/
Minéralisation potentielle	1 /an	2 analyses en 2025	/	/
E.T.M	4 /an	2 analyses en 2025	2 /an	0 analyse en 2025
Critères microbiologiques	4 /an	3 analyses en 2025	2 /an	3 analyses en 2025
Inertes et impuretés	3 /an	1 analyse en 2025	/	/
C.T.O	2 /an	2 analyses en 2025	/	/*

\* Les analyses sur les C.T.O ne sont pas obligatoires en routine, la conformité restant requise.

**Afin de respecter les normes NF U44-051 et NF U42-001, il conviendra pour l'année 2026, de réaliser tous les types d'analyses aux fréquences minimales mentionnées dans les normes susvisées.**

De plus, lors de l'instruction des résultats des analyses microbiologiques réalisées sur les 2 normes, il a été constaté que pour le paramètre Œufs d'helminthes viables, les valeurs limites en agents pathogènes n'étaient pas respectées.

**Ainsi, les prochaines analyses pour l'année 2026 devront prendre en compte les valeurs limites mentionnées dans les normes suivantes :**

	NFU 44-051		NFU 42-001
	Toutes cultures sauf cultures maraîchères	Cultures maraîchères	Limite
Œufs d'helminthes viables	Absence dans 1,5 g	Absence dans 25 g	Absence dans 25 g

Il en est de même concernant les résultats des analyses agronomiques de la norme NF U44-051, où il a



été constaté lors de l'instruction, que certaines analyses ne présentaient pas tous les seuils agronomiques de base permettant de justifier le respect de la norme.

**Je vous rappelle que les éléments suivants : N, NO<sub>3</sub> + NH<sub>4</sub> + N uréique, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, N + P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> + K<sub>2</sub>O, C/N, MS et MO, doivent systématiquement être présents dans les rapports d'analyses pour démontrer le respect de la norme.**

De plus, concernant les résultats des analyses agronomiques de la norme NF U44-051, il a été constaté que 2 analyses ont été réalisées par la société EKIFERT.

**Étant donné que les fréquences d'analyses doivent être réalisées par la même unité de production pour respecter la norme susvisée, les prochaines analyses pour l'année 2026 devront être uniquement réalisées par la SARL DE L'AVRESNE.**

Pour finir, il a été constaté sur les fiches produits présentées par l'exploitant le jour du contrôle, l'absence de certaines mentions de marquage obligatoire, notamment :

- **NF U44-051** :
  - la dénomination du type d'amendements ;
  - la liste des matières premières représentant plus de 5 % en masse sur le produit brut avant mélange, et/ou avant transformation, par ordre décroissant d'importance sur matière sèche ;
  - stipuler "Ne pas dépasser la dose préconisée" ;
  - la masse nette ;
  - afficher la mention suivante : "Recommandation d'emploi : ne pas ingérer. Se laver et se sécher les mains après usage" ; l'identification du lot ;
  - pour tous les produits contenant des PAT et/ou des protéines transformées, la mention : "interdit pour l'alimentation animale, ne pas stocker à proximité d'aliments pour animaux d'élevage" ;
  - pour les produits, dont les teneurs en cuivre sont supérieures au seuil de 300 mg /kg MS, tout en restant inférieures à 500 mg /kg MS, la mention suivante doit apparaître : "Produit dont la teneur en cuivre est comprise entre 300 et 500 mg/kg MS" ;
  - pour les produits, dont les teneurs en zinc sont supérieures au seuil de 800 mg /kg MS, tout en restant inférieures à 1 000 mg /kg MS, la mention suivante doit apparaître : "Produit dont la teneur en zinc est comprise entre 800 et 1 000 mg /kg MS".
- **NF U42-001** :
  - la dénomination du type d'engrais ;
  - l'indication des éléments nutritifs suivant la dénomination du type d'engrais ;
  - pour les dénominations de type Marc végétal, Engrais NP issu de lisier (6a et 6b - classe III) ou les mélanges en contenant, dont les teneurs en cuivre sont supérieures au seuil de 300 mg /kg MS, la mention suivante doit apparaître : « Produit dont la teneur en cuivre est comprise entre 300 et 500 mg /kg MS » ou « Produit dont la teneur en cuivre est comprise entre 500 et 750 mg /kg MS » ;
  - pour la dénomination de type Engrais NP issu de lisier (6a et 6b - classe III), ou les mélanges en contenant, dont les teneurs en zinc sont supérieures au seuil de 600 mg /kg MS, la mention suivante doit apparaître : « Produit dont la teneur en zinc est comprise entre 600 et 1 000 mg /kg MS » ou « Produit dont la teneur en zinc est comprise entre 1 000 et 1 500 mg /kg MS » ;
  - l'identification du lot.

**Ces mentions de marquage obligatoire devront être mises en place sur les fiches produits.**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 0 mois

**N° 12** : Matière intermédiaire

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.2

**Thème(s)** : Risques chroniques, Gestion de l'établissement

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'article 2.a de l'arrêté du 20 avril 2012 modifié susvisé, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les normes NFU 44-051 et NFU 44-095 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés, et dans la norme NFU 42-001 concernant les éléments traces métalliques et composés traces organiques. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les matières intermédiaires prévues dans le dossier d'autorisation, en l'occurrence les composts non-maturés destinés aux champignonnières, ne sont plus produits par la SARL DE L'AVRESNE au profit de composts normés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Registre des sorties

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis et les matières intermédiaires, et mentionnant <i>a minima</i> :  - la date d'enlèvement de chaque lot ;  - les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ;  - le ou les destinataires et les masses correspondantes.</p> <p>À terme, l'exploitant met en place un registre des déchets conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé à l'article 1.3.1.  Ce registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le registre de sorties des produits finis, mois par mois, pour la période du 01/01/2025 au 31/05/2025. Chaque sortie de produits finis donne lieu à un enregistrement dont les éléments renseignés sur la base informatique de la SARL DE L'AVRESNE, respectent l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :  - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;  - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;  - les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement et d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 4 de l'article 7.4.2 ;  - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;  - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;  - les modes opératoires ;  - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;  - les instructions de maintenance et de nettoyage ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;  - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre.</p>

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les consignes d'exploitation qui ont été mises en place pour chaque atelier de l'installation.  De plus, des consignes de sécurité sont présentes sur chaque armoire électrique, ainsi que dans les bureaux de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Contrôle de l'accès à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m de manière à y interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'un accès principal permettant l'accès au site pendant les horaires d'ouverture. En dehors de ces horaires, l'accès principal est fermé.  Néanmoins, il a été constaté que l'installation n'est pas ceinte d'une clôture sur la partie sud du site. Selon les propos de l'exploitant, l'installation SARL DE L'AVRESNE traversant actuellement une période difficile, la pose de la clôture sur la partie sud du site sera réalisée au printemps 2026 dans la continuité de la mise en place du bassin de tampon de sédimentation et de la noue végétalisée pour la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction.
<b>Les justificatifs de la pose de la clôture devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 16 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'Environnement. Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Je vous rappelle qu'en cas d'accident ou incident survenus du fait d'un dysfonctionnement de l'installation, vous êtes tenus de le déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations.
<b>Cette démarche dématérialisée est désormais à réaliser sur le site internet Service Public via la déclaration en ligne d'un incident ou d'un accident survenu dans une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Contrôles périodiques des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur les paramètres définies à l'article 3.4 selon les fréquences suivantes.  Une fois par an les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou accrédité.  En fonction des résultats de mesures, le suivi et la fréquence d'analyse de certains paramètres pourront être revus sur la base d'éléments techniques fournis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, permettant d'attester de l'absence d'émission de ces produits par l'installation.  Les résultats commentés d'autosurveillance relatifs aux émissions atmosphériques sont transmis au Préfet au minimum une fois par an.
<b>Constats :</b> L'unité de séchage étant à l'arrêt depuis 2 ans, aucun contrôle périodique des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse, ainsi que du séchoir à basse température, n'a été réalisé pour l'année 2025.  <b>Dans ce sens, il conviendra de porter à la connaissance du préfet, l'arrêt définitif de l'unité de séchage afin d'actualiser l'arrêté préfectoral susvisé qui encadre l'installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Origine des approvisionnements eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'alimentation en eau du site est réalisé uniquement via le réseau public d'alimentation en eau potable à raison d'environ 450 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b> L'approvisionnement en eau de l'installation est couvert intégralement par le réseau public. Selon les enregistrements des quantités d'eau prélevées sur le réseau public, la consommation d'eau entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025 s'élève à 130 m <sup>3</sup> , soit un volume conforme à l'arrêté préfectoral susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Gestion des eaux usées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Eaux domestiques (environ 100 m <sup>3</sup> /an) Sanitaires et lavabos utilisés par le personnel Collectées et dirigées vers une fosse étanche de 3 m <sup>3</sup> , vidangée et recyclée régulièrement en compostage dans le compost "Boues".  Eaux industrielles (environ 150 m <sup>3</sup> /an) Lavage des camions et contenants + nettoyage des locaux/ installations de réception et traitement Collectées et dirigées vers un déboureur-séparateur à hydrocarbures, puis dirigées et recyclées dans le process de compostage via une fosse géomembrane de 200 m <sup>3</sup>  Jus de compost Tunnels d'aération forcée Collectées et recyclées dans le process de compostage via une fosse géomembrane de 200 m <sup>3</sup>  Eaux d'extinction, eaux polluées Accident ou incendie Collectées et stockées dans la zone de rétention incendie de 1 416 m <sup>3</sup>

<p>Eaux pluviales propres</p> <p>Toitures, couvertures et voiries: eaux sans contact avec produits toxiques ou polluants</p> <p>Collectées et dirigées vers un bassin tampon de sédimentation de 1 176 m<sup>3</sup>, puis dirigées vers une noue végétalisée de 1 704 m<sup>3</sup>, avant passage dans un débourbeur-séparateur à hydrocarbures pour rejet vers le milieu naturel (étang).</p> <p>Mise en place d'une cuve de 20 m<sup>3</sup> destinée à la récupération partielle des eaux de toitures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence de mise en place de la fosse étanche de 3 m<sup>3</sup> prévue dans le dossier d'autorisation pour collecter les eaux domestiques provenant des bureaux (douche et lavabo). Il en est de même concernant la mise en place du séparateur à hydrocarbures et de la pompe de relevage vers la fosse de 200 m<sup>3</sup>, prévus pour collecter les eaux industrielles provenant de l'aire de lavage et de désinfection des camions.</p> <p>Selon les propos de l'exploitant, les eaux domestiques issues des bureaux, ainsi que les eaux industrielles issues de l'aire de lavage et de désinfection des camions, sont collectées par le réseau des eaux pluviales propres puis dirigées vers l'exutoire principal de l'installation à destination du milieu naturel, en l'occurrence l'étang en contre-bas. Ces eaux étant considérées comme des effluents, elles doivent être collectées et stockées en vue d'un recyclage en compostage.</p> <p><b>Une réflexion de votre part doit être engagée dès à présent afin de collecter et de diriger ces eaux vers la fosse géomembrane existante de recyclage de 200 m<sup>3</sup>.</b></p> <p>En l'absence de dispositif de surveillance de l'étanchéité, le contrôle de l'étanchéité de la fosse de 200 m<sup>3</sup> n'a pu être réalisé.</p> <p><b>Ces modifications devront être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 20 : Ouvrages de gestion des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux engagements de la SARL DE L'AVRESNE, une cuve de 20 m<sup>3</sup> destinée à la récupération des eaux pluviales est mise en place sur le site de compostage et de granulation.</p> <p>Les eaux pluviales issues des voiries et des toitures, sont collectées et dirigées dans un premier temps vers un bassin tampon de sédimentation de 1 176 m<sup>3</sup>. Elles sont ensuite dirigées vers une noue végétalisée de 1 704 m<sup>3</sup>, puis vers un débourbeur-séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejetées vers le milieu naturel.</p> <p>Les ouvrages de gestion des eaux pluviales dispose d'un volume dédié de 735 m<sup>3</sup> dans le bassin tampon de sédimentation, associé à un débit de fuite de 2 l /s /ha pour une pluie décennale. Les ouvrages assurent la régulation des pluies d'occurrence mensuelles avec un volume dédié de 287 m<sup>3</sup> dans la noue végétalisée, associé à un débit de fuite de 0,3 l /s /ha.</p> <p>Les ouvrages de gestion des eaux pluviales sont équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une vanne de coupure en aval du bassin tampon de sédimentation,</li> <li>- d'une vanne de confinement incendie en aval de la noue végétalisée,</li> <li>- d'une perméabilité inférieure ou égale à 10<sup>-7</sup> m /s pour l'argile compactée de manière à garantir l'étanchéité des ouvrages de régulation,</li> <li>- d'un déversoir d'orage sur chaque ouvrage de régulation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté l'achat de la cuve de récupération des eaux pluviales de 20 m<sup>3</sup> prévue dans le cadre de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Selon les propos de l'exploitant, l'installation SARL DE L'AVRESNE traversant actuellement une période difficile, la mise en place de la cuve sera réalisée au printemps 2026 dans la continuité de la mise en place du bassin de tampon de sédimentation et de la noue végétalisée pour la gestion des eaux</p>

pluviales et le confinement des eaux d'extinction.

**Les justificatifs de mises en place des ouvrages de gestion des eaux pluviales devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).**

De plus, lors de la réfection du réseau des eaux pluviales en 2024, l'exploitant a pris la décision de décaler l'emplacement des ouvrages de gestion des eaux pluviales afin d'avoir un écoulement gravitaire sur l'ensemble de l'installation.

Il est à noter également que le réseau d'eaux pluviales de la société DESHYVRESNE située au-dessus de l'installation SARL DE L'AVRESNE a également été modifié, afin que les eaux pluviales issues de ce site soient collectées et dirigées vers le réseau de la SARL DE L'AVRESNE.

De plus, il a également été réalisé en parallèle, un réseau permettant de collecter et diriger les eaux de ruissellement issues des parcelles cultivées situées au-dessus de l'installation SARL DE L'AVRESNE, vers l'étang en contrebas. Dans ce sens, un déversoir d'orage a été créé entre le réseau de la société DESHYVRESNE et le réseau de collecte des eaux de ruissellement, afin qu'en cas de fortes pluviométries, le site de la SARL DE L'AVRESNE ne soit pas impacté par des débordements.

**Les modifications apportées ainsi qu'une actualisation du plan de masse avec les réseaux, devront être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 21 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 4.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

**Prescription contrôlée :**

Un suivi annuel de la qualité des eaux pluviales en sortie des ouvrages de gestion des eaux pluviales est réalisé. Il porte sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, et hydrocarbures totaux.

Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement :

Valeur limite de rejet :

Débit : 0,82 l /s en pluie mensuelle et 5,50 l /s en pluie décennale

PH : 5,5 - 8,5

Matières en suspension (MES) : 35 mg /l

Demande chimique en oxygène (DCO) : 125 mg /l

Hydrocarbures totaux : 10 mg /l

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter le suivi annuel de la qualité des eaux pluviales pour l'année 2025, réalisé en sortie de l'installation avant rejet vers le milieu naturel. Selon les propos de l'exploitant, l'analyse pour l'année 2026 sera réalisée après la mise en place des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

**Une fois le prélèvement réalisé, le rapport d'analyse devra être transmis au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 22 : Contrôle des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores et des vibrations

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des émissions sonores et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
<b>Constats :</b> Je vous rappelle qu'une mesure des émissions sonores et de l'émergence est à effectuer tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée. L'installation ayant été autorisée le 20/11/2023, il conviendra de prévoir un contrôle des niveaux sonores pour la fin de l'année 2026.
<b>Une fois l'étude de bruits réalisée, le rapport devra être transmis au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 23 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.  L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'un plan des risques mis en place à l'entrée de l'installation. Conformément à la réglementation, il indique l'emplacement des zones à risques présentes sur l'installation et les moyens de défense incendie.
<b>Il conviendra de le compléter d'un second numéro d'urgence en cas d'indisponibilité du numéro d'urgence renseigné actuellement sur le plan.</b>
<b>Les justificatifs de complétude du plan des risques devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 24 : Installations électriques – mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le rapport de la dernière vérification des installations

électriques qui a été réalisée le 01/07/2025.

**Je vous rappelle que les non-conformités observées doivent faire l'objet d'une remise en conformité.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 25 : Programme de maintenance préventive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des principaux équipements est élaboré avant la mise en service de l'installation.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le programme de maintenance préventive de l'installation divisé en 2 niveaux suivant la qualification des employés de la SARL DE L'AVRESNE et complété d'un document dédié aux entreprises extérieures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 26 : Permis d'intervention ou Permis de feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et le cas échéant d'un "permis de feu". Ce permis, établi et visé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée, est délivré après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront expressément désignées.

Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les derniers permis de feu qui ont été complétés dans le cadre d'interventions réalisées sur l'installation. Les documents ont été complétés conformément à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 27 : Dispositifs de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 L, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.



<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées vers des filières spécifiques.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté dans l'atelier, le stockage des bidons d'huiles en cours d'utilisation sur des palettes de rétention, le stockage des huiles usagers dans une cuve double paroi, ainsi que le stockage du GNR dans une cuve double paroi. Néanmoins, il a été constaté dans le local du compresseur, la présence de bidons d'huiles non associés à une rétention.</p> <p><b>Dans ce sens, une réflexion de votre part doit être envisagée pour mettre en rétention l'ensemble des bidons.</b></p> <p><b>Les justificatifs de mise en rétention des bidons d'huiles présents dans le local compresseur devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
--

#### N° 28 : Moyens d'intervention et ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs portatifs de différentes capacités contenant des agents d'extincteurs appropriés au risque à défendre ;</li> <li>- d'une poche à incendie de 120 m<sup>3</sup>, complétée par un plan d'eau avec un minimum de 1 080 m<sup>3</sup> en tout temps. Ces réserves permettent de couvrir un besoin en eau de 1 200 m<sup>3</sup> pour deux heures d'intervention et de répondre à l'étude des besoins en eau d'incendie réalisée dans le dossier ;</li> <li>- d'une aire d'aspiration de 200 m<sup>2</sup> aménagée à proximité immédiate du plan d'eau, complétée par deux bouches d'incendie. Ces piquages permettent de se raccorder au réseau d'irrigation via la pompe d'irrigation, ou via un piquage réservé pour la moto-pompe des services de secours ;</li> <li>- d'un bassin existant de 200 m<sup>3</sup> présent dans l'enceinte de la société MERIAU.</li> </ul> <p>En parallèle de ces moyens de lutte, l'exploitant doit tenir compte de l'avis du SDIS en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettant aux secours d'accéder au site en permanence et en affichant des plans d'intervention facilement détachables au niveau des accès des bâtiments,</li> <li>- S'assurant que le personnel d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie sont formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs, RIA, extinction automatique à eau),</li> <li>- Permettant l'accès des engins de secours en aménageant, à partir de la voie publique et desservant la façade Sud du bâtiment, une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :</li> </ul>

- \* largeur de la chaussée : 3 m,
- \* hauteur disponible : 3,5 m,
- \* pente inférieure à 15 %,
- \* rayon de braquage intérieur : 11 m,
- \* force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newtons (avec un maximum de 90 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum).
- Rendant le point d'eau naturel accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et aménager une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimal de 120 m<sup>2</sup> conforme aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.
- Suivant les préconisations de la fiche guide du SDIS relative à l'installation des panneaux photovoltaïques.

L'exploitant effectue la réception de ses moyens de défense incendie et ainsi qu'un exercice incendie avec les services du SDIS au cours de la première année de mise en service de l'installation.

#### **Constats :**

La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs adaptés aux risques à défendre dont le dernier contrôle a été réalisé le 13/05/2025 par la société RG PROTECTION INCENDIE.

Concernant la défense externe contre l'incendie, celle-ci est assurée par une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> dont l'emplacement initial a été modifié, complétée par un plan d'eau. Il conviendra également de mettre en place une signalisation au niveau de la citerne souple. De plus, selon les propos de l'exploitant, une bouche d'incendie connectée au plan d'eau est en projet au sud de l'installation.

**Une fois que les modifications auront été réalisées sur les moyens d'intervention, celles-ci devront être portées à la connaissance du préfet.**

Dans le cadre de la prévention des risques incendie, l'ensemble du personnel a été formé au maniement des moyens de secours internes, formation réalisée le 10/11/2023 par la société MULTIPROTEC. De plus, des formations "habilitation électrique" ont également été réalisées du 11 au 12/06/2025, ainsi qu'un exercice d'évacuation.

**Conformément à l'arrêté préfectoral susvisé, les moyens de défense incendie devront être réceptionnés par les services du SDIS 49 et un exercice incendie devra être réalisé sur l'installation. Les justificatifs de réception de la défense externe contre l'incendie, ainsi que la réalisation d'un exercice, devront être transmis au service d'inspection.**

Il est à noter également que l'installation est équipée de systèmes d'alarme relatif aux échauffements pouvant être rencontrés lors de l'hygiénisation des composts et lors de la granulation des autres matières NFU/composts, directement reliés au portable des responsables de l'installation, afin d'agir le plus rapidement possible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois